

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Décortiquer la crise de la qualité des données

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint et Leb Jenric (LJ) Valencia, économiste

FAITS SAILLANTS

- ▶ La baisse inattendue du PIB réel du Canada au premier trimestre de 2026 a suscité de nombreux questionnements existentiels chez les économistes. Comment autant de prévisionnistes ont-ils pu se tromper à ce point?
- ▶ La principale raison, c'est que les prévisionnistes s'appuient sur les données du PIB mensuel réel par industrie pour prévoir le PIB trimestriel. Mais la croissance mensuelle du PIB est devenue un indicateur économique beaucoup moins fiable depuis la fin de la pandémie. Cette donnée est maintenant révisée beaucoup plus lourdement qu'avant 2020. À l'échelle sectorielle, de grandes industries, comme le commerce de gros et la fabrication, connaissent certaines des révisions les plus importantes.
- ▶ Mais les préoccupations ne s'arrêtent pas là. Des séries de données auparavant utiles pour prévoir la production industrielle mensuelle ne le sont plus. L'exemple le plus flagrant est la composante de commerce de détail du PIB réel mensuel, qui est devenue totalement non corrélée aux volumes mensuels des ventes depuis la fin de la pandémie.
- ▶ Les causes de ce problème sont multiples. Les difficultés accrues en matière de collecte de données, les fluctuations plus importantes des données démographiques de référence, la diminution des ressources disponibles pour recueillir et compiler les renseignements et une dépendance accrue à l'égard de données imputées sont autant de facteurs en cause. Certains de ces défis pourraient être surmontés avec davantage de financement. Mais d'autres, comme la perte de confiance dans les institutions publiques, pourraient poser un problème plus ardu à résoudre.
- ▶ Tous les intervenants utilisant des données officielles, qu'ils proviennent du secteur public ou privé, devraient collectivement plaider en faveur d'une information de haute qualité soutenant une prise de décisions basée sur des données probantes. Sans données fiables, tout le monde est perdant.

Le dernier vendredi de mai 2026, les Canadiens et les Canadiennes ont appris de Statistique Canada que le PIB réel trimestriel s'était contracté pour un deuxième trimestre consécutif. Cette nouvelle a pris les économistes par surprise : ils avaient collectivement prévu une hausse soutenue du PIB réel au premier trimestre de 2026 – tout comme la [Banque du Canada](#) (BdC), ce qui a suscité des questions corsées sur la confiance à l'égard des prévisions pendant la conférence de presse ayant suivi la décision de politique monétaire subséquente. Alors, comment tant d'économistes ont-ils pu se tromper à ce point?

Le PIB mensuel n'est plus un indicateur fiable

La principale raison expliquant l'écart entre les prévisions des économistes et les données du premier trimestre de 2026 est la forte dépendance à l'égard du PIB mensuel. La première

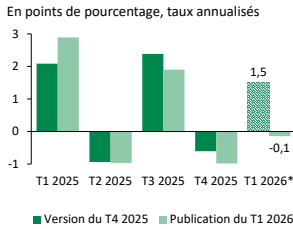
estimation de Statistique Canada pour la croissance annualisée du PIB réel par industrie au T1 se situait dans une fourchette de 1,5 % à 2,0 %, ce qui correspondait aux prévisions des économistes du secteur privé et de la BdC. Cependant, les chiffres définitifs pour le premier trimestre ont montré une progression du PIB réel par industrie de 0,5 % et une contraction de 0,1 % du PIB selon les dépenses – des résultats très loin du rythme de croissance soutenu suggéré par l'estimation préliminaire de Statistique Canada (graphique 1 à la page 2).

Ce qui a changé, c'est que les données mensuelles du PIB réel ont été considérablement révisées entre la publication des chiffres de février et de mars. Certains pourraient raisonnablement se demander : mais les données ne sont-elles pas généralement révisées? Oui, indéniablement. Toutefois, les révisions des

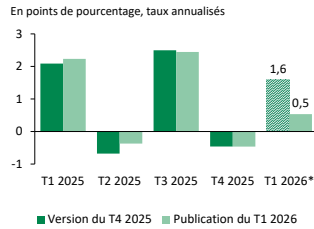
Graphique 1

Le PIB réel du T1 2026 a été caractérisé par des révisions notables et des signaux contradictoires

PIB réel selon les dépenses



PIB réel par industrie



* La barre verte ombragée correspond à la médiane du consensus de Bloomberg des prévisionnistes du secteur privé.
Bloomberg, Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

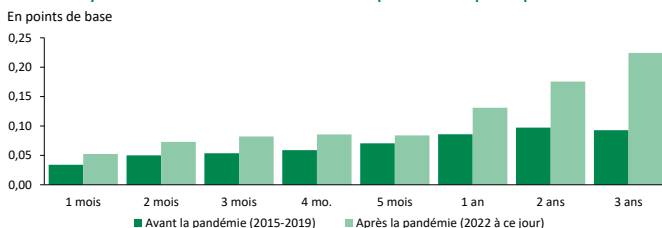
données mensuelles du PIB réel sont devenues plus importantes et plus imprévisibles ces dernières années.

En analysant les versions successives des données sur le PIB réel par industrie de Statistique Canada depuis mars 2015, nous avons examiné comment une estimation de croissance mensuelle peut évoluer de un à cinq mois et de un à trois ans après sa publication initiale. Avant la pandémie (2015-2019), la révision moyenne absolue – qui fournit des renseignements sur l’ampleur moyenne des révisions, à la hausse comme à la baisse – était relativement faible pour la première révision après la publication initiale. Mais avec le temps, l’ampleur des révisions augmentait graduellement. Cette tendance reflète le fait qu’au fil du temps, Statistique Canada reçoit de plus amples renseignements et actualise ses estimations du PIB réel par industrie. Cette conclusion est également conforme aux recherches de la BdC (Rizzetto, 2018 [en anglais seulement]). Cela dit, les révisions moyennes absolues ont été plus marquées depuis la pandémie (2022 à aujourd’hui), et davantage pour les révisions plus éloignées par rapport à la publication initiale (graphique 2). Ces résultats ont aussi été vérifiés à l’aide des écarts-types des révisions.

Graphique 2

Les révisions sont devenues plus importantes depuis la pandémie

Révision moyenne absolue de la croissance du PIB réel par industrie après la publication initiale



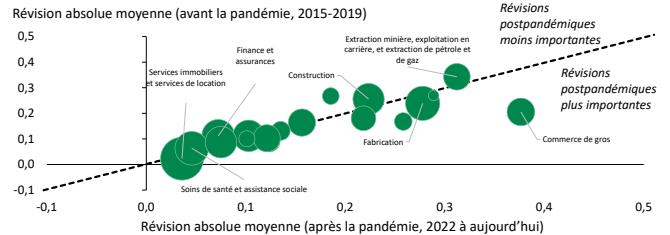
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Si l’on se penche sur certains secteurs clés du PIB réel par industrie, on constate que le commerce de gros est le plus lourdement révisé et a connu la plus forte augmentation de l’ampleur des révisions depuis la pandémie (graphique 3). Il s’agit d’une tendance inquiétante, étant donné que le commerce de gros est un secteur de services clés, représentant environ 5 % du PIB réel total par industrie. Quant aux révisions du PIB réel de la fabrication, un autre secteur central de l’économie canadienne, elles étaient déjà importantes avant la pandémie, mais leur ampleur a également augmenté depuis. Cela dit, tous les secteurs n’ont pas connu un accroissement de leurs révisions mensuelles depuis la pandémie. Par exemple, l’extraction minière, l’exploitation en carrière, et l’extraction de pétrole et de gaz, les services immobiliers et services de location et de location à bail, les soins de santé et les services sociaux, ainsi que les services financiers et l’assurance ont fait l’objet de révisions moins importantes après la pandémie qu’avant.

Graphique 3

Le commerce de gros est de plus en plus révisé à un intervalle d’un mois

Révisions absolues moyennes, un mois après la publication initiale



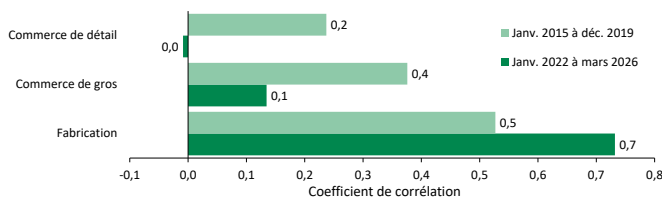
La taille des bulles correspond à la part de l’industrie en prix constants compte tenu de la dernière publication de données.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Difficultés de prévision à l’ère d’une baisse de la fiabilité des données

Même après la révision des données, beaucoup de données de référence autrefois utilisées pour la prévision du PIB réel à court terme ont perdu de leur fiabilité. Considérons les publications, autres que sur le PIB et l’IPC, qui ont tendance à attirer le plus l’attention des marchés : les ventes au détail, le commerce de gros, les ventes des manufacturiers, les mises en chantier, les ventes de propriétés existantes, le commerce des marchandises et l’emploi. Ces indicateurs devraient aider à prévoir certaines des principales catégories du PIB mensuel. Or, les corrélations entre la croissance des catégories mensuelles du PIB et leurs prédicteurs sont, dans de nombreux cas, plus faibles qu’avant 2020 (graphique 4 à la page 3). Par exemple, la production réelle dans le commerce de détail et de gros a vu la corrélation avec ses facteurs prédictifs sous-jacents diminuer à moins de la moitié de ce qu’elle était au cours des cinq années ayant précédé la pandémie. Dans le cas du commerce de détail réel en particulier, les données mensuelles sur les ventes ne donnent plus d’indications quant à l’orientation de la catégorie

Graphique 4
Les corrélations historiques ont diminué globalement, mais pas universellement

Corrélations entre la croissance mensuelle dans certains secteurs du PIB réel et les principaux intrants



Remarque : Le graphique ci-dessus illustre les corrélations entre le commerce de détail mensuel dans le PIB réel par industrie et les ventes au détail réelles mensuelles, le commerce de gros mensuel dans le PIB réel par industrie et le commerce de gros réel mensuel, et la fabrication mensuelle dans le PIB réel par industrie et les ventes manufacturières réelles mensuelles.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

mensuelle sous-jacente du PIB réel. Et bien que la corrélation entre la production et les ventes dans le secteur de la fabrication se soit renforcée depuis la pandémie, elle n'a pas beaucoup changé par rapport à son niveau pré-pandémique si l'on exclut les fortes fluctuations mensuelles observées en 2025 et en 2026.

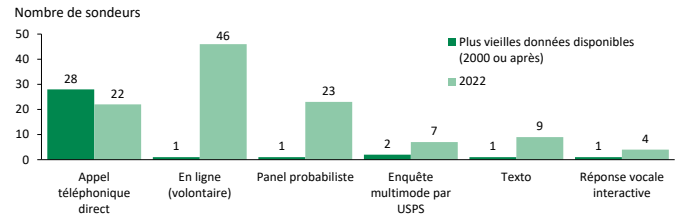
Pourquoi la fiabilité des données officielles a-t-elle diminué?

Dans un monde caractérisé par un flot d'information et un nombre croissant d'outils d'analyse, comme l'intelligence artificielle, il peut sembler contre-intuitif que les préoccupations concernant la qualité des données soient en hausse. Mais le Canada n'est pas le seul pays où les données ont perdu de leur fiabilité. En fait, il pourrait même être parmi les pays où leur qualité s'est le moins détériorée depuis la pandémie. Par ailleurs, comme les économistes canadiens s'appuient également sur des données internationales, notamment celles sur l'économie américaine, cela a des répercussions sur les prévisions ici aussi.

L'une des raisons souvent citées pour expliquer les importantes révisions et la baisse de la qualité des données est le taux de réponse aux enquêtes, qui est faible et en déclin. Certains ont émis l'hypothèse que cette situation refléterait le recours continu à des méthodes d'enquête ne tenant pas compte des approches modernes d'engagement et de communication. Par exemple, Pew Research a constaté que les sondeurs nationaux aux États-Unis ont considérablement modifié leurs méthodologies depuis les années 2000, mais que les appels téléphoniques directs demeurent populaires (graphique 5). Le faible taux de participation aux enquêtes pourrait aussi s'expliquer par une perte de confiance envers les institutions, en particulier le gouvernement fédéral, ce qui pousserait certaines personnes à refuser de collaborer avec les sondeurs ([Brookings Institute \(2026\) \[en anglais seulement\]](#); [UK Office of National Statistics \(2026\) \[en anglais seulement\]](#)). Cependant, il ne semble pas que ce soit un enjeu majeur au Canada, qui affiche l'un des plus hauts niveaux de confiance envers le gouvernement national parmi les pays de l'OCDE (graphique 6). Cette confiance a d'ailleurs augmenté chez les Canadiens et les Canadiennes entre 2021 et 2023, date de la dernière enquête de l'OCDE.

Graphique 5
Les méthodes de sondage ont considérablement évolué au fil du temps

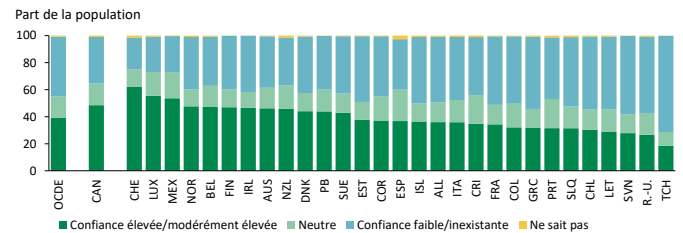
Sondeurs nationaux aux États-Unis utilisant la méthode seule ou en combinaison avec d'autres méthodes



USPS : United States Postal Service
Pew Research Center et Desjardins, Études économiques

Graphique 6
La confiance dans le gouvernement national est plus élevée au Canada que dans la plupart des autres pays de l'OCDE

Personnes indiquant différents niveaux de confiance envers leur gouvernement national, 2023

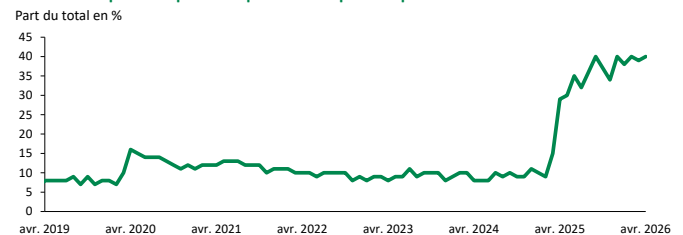


Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Desjardins, Études économiques

Indépendamment de la cause du recul de la participation aux enquêtes, les organismes de statistique sont de plus en plus contraints d'imputer des données manquantes. Cela signifie généralement qu'ils ont recours à diverses techniques statistiques pour combler les lacunes dans les données. L'indice des prix à la consommation aux États-Unis est un exemple fréquemment cité : près de la moitié de la série est désormais imputée, contre 10 % ou moins avant 2025 (graphique 7). Le recours plus important à des données imputées signifie également que les estimations initiales peuvent être révisées de façon plus

Graphique 7
Presque la moitié des séries de l'indice des prix à la consommation aux États-Unis sont imputées

Sources d'imputation pour l'enquête sur les prix des produits de base et des services



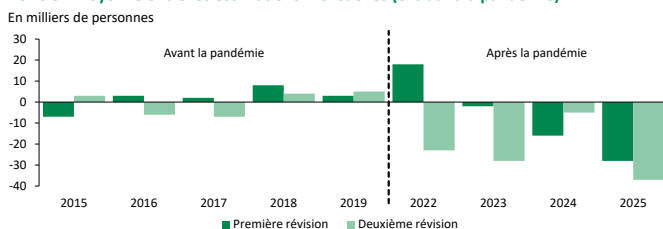
Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

substantielle qu'auparavant, à mesure que les données provenant d'autres enquêtes ou de documents administratifs, comme les déclarations de revenus, deviennent disponibles. C'est ce qui a, en partie, mené à la révision importante du PIB réel canadien par industrie au premier trimestre de 2026. Les enquêtes trimestrielles pertinentes pour la période ont été publiées après la diffusion des données du PIB réel par industrie pour janvier, février et, de façon préliminaire, mars 2026.

L'évolution démographique et migratoire joue également un rôle dans la révision et la qualité des données, en particulier pour les indicateurs du marché du travail. Par exemple, les révisions des chiffres de l'emploi provenant de l'enquête auprès des salariés aux États-Unis ont été particulièrement importantes en raison de réestimations subséquentes des chiffres de la population de référence, liées à une réduction de l'immigration (graphique 8). Cela se produit dans une certaine mesure au Canada également. Cependant, étant donné que les données sur l'emploi provenant de l'*Enquête sur la population active* ne sont pas révisées pour tenir compte des changements démographiques, elles ont tendance à refléter les changements réels de l'effectif avec un certain décalage (graphique 9). Et pendant les périodes de fortes fluctuations de l'immigration, comme c'est le cas actuellement, l'effet sur la précision des données est considérable.

Graphique 8 L'ampleur des révisions de l'emploi salarié aux États-Unis a augmenté parallèlement aux fluctuations démographiques

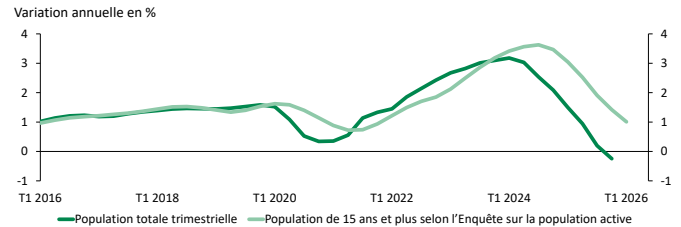
Révision moyenne entre les estimations mensuelles (excluant la pandémie)



Bureau of Labor Statistics et Desjardins, Études économiques

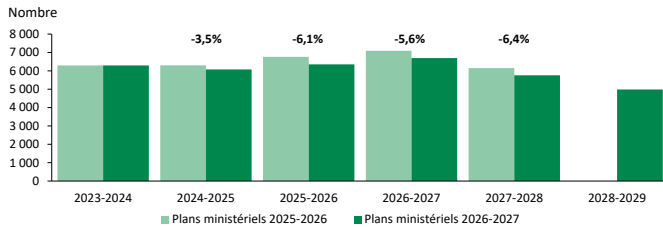
Graphique 9 L'Enquête sur la population active du Canada surestime la croissance démographique

Croissance de la population canadienne mesurée par différentes enquêtes



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Les ajustements de main-d'œuvre au sein du gouvernement fédéral pourraient également nuire à la collecte et à l'analyse des données, que ce soit en raison des coupes du Department of Government Efficiency (DOGE) aux États-Unis ou de l'exercice d'examen exhaustif des dépenses au Canada. Par exemple, Statistique Canada doit réaliser 338,9 M\$ d'économies sur quatre exercices à compter de 2026-2027, et plus de 100 M\$ d'économies permanentes chaque année par la suite. Afin d'atteindre ces objectifs, l'agence statistique a abaissé ses futures cibles de dotation de personnel. En effet, le dernier plan ministériel pour l'organisme révèle que le nombre d'équivalents temps plein devrait diminuer d'environ 6 % en moyenne au cours des trois prochaines années par rapport à ce qui avait été prévu initialement (graphique 10 à la page 5). Le gouvernement fédéral s'attend également à ce que Statistique Canada réduise la collecte de données tout en s'appuyant davantage sur des données imputées qu'auparavant. Selon le [budget 2025](#) du gouvernement du Canada, « [p]our réaliser les économies visées pouvant atteindre 15 % sur trois ans, Statistique Canada (StatCan) augmentera l'efficacité de ses programmes statistiques en adoptant de nouveaux outils et méthodes pour réduire les coûts, tout en continuant de fournir des données pertinentes et de grande qualité aux Canadiens. Par exemple, la fréquence de la collecte des données sera réduite lorsqu'il est possible de répondre aux besoins par la modélisation statistique ou d'autres méthodes modernes. De plus, des réajustements seront apportés à la fréquence de la collecte et au niveau de détail des données pour les jeux de données qui sont moins pertinents pour les Canadiens. »

Graphique 10
Le nombre d'emplois en information statistique à Statistique Canada devrait diminuer d'au moins 6 %
Nombre d'équivalent temps plein en information statistique à Statistique Canada


Remarque : Les chiffres en gras représentent la diminution des équivalents temps plein prévus entre les plans ministériels pour 2025-2026 et ceux pour 2026-2027.
Gouvernement du Canada et Desjardins, Études économiques

Conclusion

En somme, la baisse de la qualité des données et l'ampleur plus substantielle de leurs révisions au Canada et dans d'autres pays sont devenues un problème évident. Cette situation semble s'expliquer par une combinaison de facteurs : difficultés accrues dans la collecte des données, plus grandes fluctuations dans les données démographiques de référence, ressources disponibles moindres pour collecter et compiler les informations, et dépendance résultante à l'égard de données imputées. Certaines de ces contraintes peuvent être assez facilement levées par une augmentation du financement, préférablement liée à une amélioration de l'efficacité. Évidemment, cela n'est pas sans coût fiscal. D'autres défis seront plus difficiles à surmonter, surtout si les gens sont moins susceptibles qu'auparavant de répondre à une enquête, quelle qu'elle soit. Cela pourrait être aggravé par les inquiétudes concernant la confiance envers les institutions.

Tous les intervenants utilisant des données officielles, qu'ils proviennent du secteur public ou privé, devraient collectivement plaider en faveur d'une information de haute qualité soutenant une prise de décisions basée sur des données probantes. Sans données fiables, tout le monde est perdant.